



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم
قرارات وآراء، مقررات، منشورات، إعلانات وبلاغات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT Abonnement et publicié : IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE Tél : 023.41.18.89 à 92 Fax : 023.41.18.76 C.C.P. 3200-50 Clé 68 Alger BADR : Rib 00 300 060000201930048 ETRANGER : (Compte devises) BADR : 003 00 060000014720242
	1 An	1 An	
	Edition originale.....	Edition originale et sa traduction....	
	1090,00 D.A	2675,00 D.A	
	2180,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 14,00 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 28,00 dinars.
Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.
Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.
Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

SOMMAIRE**DECRETS**

Décret présidentiel n° 24-172 du 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 5 juin 2024 portant transfert de crédits, au titre du budget de l'Etat, mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature.....	4
Décret présidentiel n° 24-173 du 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 5 juin 2024 portant transfert de crédits, au titre du budget de l'Etat, mis à la disposition du ministre des finances.....	5
Décret présidentiel n° 24-174 du 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 5 juin 2024 portant transfert de crédits, au titre du budget de l'Etat, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.....	5

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024 mettant fin aux fonctions d'une chef d'études à la Présidence de la République.....	6
Décret présidentiel du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024 portant nomination d'une chargée d'études et de synthèse à la Présidence de la République.....	6
Décret exécutif du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024 mettant fin aux fonctions de directeurs des transmissions nationales dans certaines wilayas.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 mettant fin aux fonctions du directeur régional des impôts de Constantine.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 mettant fin aux fonctions du directeur des ressources humaines, de la formation et de la réglementation au ministère de la jeunesse et des sports.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination du directeur des établissements de jeunes, de la promotion du partenariat et de l'action intersectorielle au ministère de la jeunesse et des sports.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination du directeur de la jeunesse et des sports à la wilaya de Tébessa.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination de sous-directeurs au ministère de l'agriculture et du développement rural.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination d'une sous-directrice au ministère des transports.....	6
Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination d'une chef d'études au centre d'information sur la sûreté et la sécurité maritimes.....	6

ARRETES, DECISIONS ET AVIS**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

Arrêté interministériel du 14 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 22 mai 2024 portant création du bulletin officiel du médiateur de la République.....	7
--	---

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Arrêté du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023 portant constitution d'un comité technique auprès des services du Premier ministre.....	8
Arrêté du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023 portant composition du comité technique auprès des services du Premier ministre.....	8
Arrêté du 18 Rajab 1445 correspondant au 30 janvier 2024 portant constitution d'une commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Premier ministre.....	8
Arrêté du 18 Rajab 1445 correspondant au 30 janvier 2024 fixant la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Premier ministre.....	9

SOMMAIRE (suite)

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 28 Joumada Ethania 1445 correspondant au 10 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 4 Rabie El Aouel 1443 correspondant au 11 octobre 2021 portant désignation des membres du conseil d'orientation du parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).....	9
Arrêté du 16 Rajab 1445 correspondant au 28 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 Rabie El Aouel 1445 correspondant au 8 octobre 2023 portant désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture et du développement rural.....	9

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

Arrêté interministériel du 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024 complétant l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 définissant les modalités de délivrance des certificats de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics, du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.....	10
Arrêté interministériel du 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant la liste des documents composant le dossier de qualification et de classification professionnelles des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics.....	10
Arrêté interministériel du 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024 fixant les modalités de classification des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.....	13

MINISTERE DES TRANSPORTS

Arrêté du 17 Rajab 1445 correspondant au 29 janvier 2024 complétant l'arrêté du 2 Rajab 1444 correspondant au 24 janvier 2023 portant désignation des membres du comité national de facilitation du transport aérien.....	20
---	----

MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

Arrêté du 11 Rabie Ethani 1445 correspondant au 26 octobre 2023 portant désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère du tourisme et de l'artisanat.....	20
Arrêté du 5 Rajab 1445 correspondant au 17 janvier 2024 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Tizi Ouzou.....	20
Arrêté du 9 Rajab 1445 correspondant au 21 janvier 2024 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Bou Saâda.....	21

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ENERGIES RENOUVELABLES

Arrêté du 15 Joumada El Oula 1445 correspondant au 29 novembre 2023 portant désignation des membres du conseil scientifique du commissariat national du littoral.....	21
Arrêté du 18 Joumada Ethania 1445 correspondant au 31 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 4 Chaoual 1444 correspondant au 24 avril 2023 portant désignation des membres du comité intersectoriel d'exportation des déchets spéciaux dangereux.....	22
Arrêté du 25 Rajab 1445 correspondant au 6 février 2024 modifiant l'arrêté du 28 Rabie Ethani 1444 correspondant au 23 novembre 2022 portant nomination des membres du comité régional Tel Bahr façade maritime Centre.....	22
Arrêté du 25 Rajab 1445 correspondant au 6 février 2024 modifiant l'arrêté du 28 Rabie Ethani 1444 correspondant au 23 novembre 2022 portant nomination des membres du comité régional Tel Bahr façade maritime Ouest.....	22

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

Décision du 21 Rabie Ethani 1445 correspondant au 5 novembre 2023 portant constitution d'un comité technique au sein du Haut Conseil Islamique.....	23
Décision du 24 Rabie Ethani 1445 correspondant au 8 novembre 2023 fixant la composition du comité technique du Haut Conseil Islamique.....	23

DECRETS

Décret présidentiel n° 24-172 du 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 5 juin 2024 portant transfert de crédits au titre du budget de l'Etat, mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445 correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances pour 2024 ;

Vu le décret présidentiel n° 24-06 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

Vu le décret exécutif n° 24-10 du 24 Joumada Ethania 1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé, sur les crédits ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, un montant de quatre-vingt-dix millions de dinars (90.000.000 DA) en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, applicable à la dotation « Montant non assigné », imputable au titre 7 « Dépenses imprévues », gérée par le ministre des finances.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2024, un montant de quatre-vingt-dix millions de dinars (90.000.000 DA) en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, applicable au portefeuille de programmes du Conseil Supérieur de la Magistrature, réparti conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 5 juin 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Assurer l'indépendance de la justice	40.000.000	40.000.000	50.000.000	50.000.000	90.000.000	90.000.000
Gestion des sessions du Conseil	—	—	—	—	—	—
Administration générale	40.000.000	40.000.000	50.000.000	50.000.000	90.000.000	90.000.000
Total des crédits ouverts	40.000.000	40.000.000	50.000.000	50.000.000	90.000.000	90.000.000

**Décret présidentiel n° 24-173 du 28 Dhou El Kaâda 1445
correspondant au 5 juin 2024 portant transfert de
crédits, au titre du budget de l'Etat, mis à la
disposition du ministre des finances.**

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141
(alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439
correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée,
relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445
correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances
pour 2024 ;

Vu le décret exécutif n° 24-10 du 24 Joumada Ethania
1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des
autorisations d'engagement et des crédits de paiement
ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances
pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé, sur les crédits ouverts, au titre
du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024,
un montant de deux cent vingt millions de dinars
(220.000.000 DA) en autorisations d'engagement et en
crédits de paiement, applicable à la dotation « Montant non
assigné », imputables au titre 7 « Dépenses imprévues »,
gérée par le ministre des finances.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2024, un montant de deux cent
vingt millions de dinars (220.000.000 DA) en autorisations
d'engagement et en crédits de paiement, applicable au
portefeuille de programmes du ministère des finances, au
programme « Administration générale », au sous-programme
« Soutien administratif » et au titre 2 « Dépenses de
fonctionnement des services ».

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de
l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au
5 juin 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

**Décret présidentiel n° 24-174 du 28 Dhou El Kaâda 1445
correspondant au 5 juin 2024 portant transfert de
crédits, au titre du budget de l'Etat, mis à la
disposition du ministre de l'éducation nationale.**

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du
ministre de l'éducation nationale,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141
(alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439
correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée,
relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 23-22 du 11 Joumada Ethania 1445
correspondant au 24 décembre 2023 portant loi de finances
pour 2024 ;

Vu le décret exécutif n° 24-10 du 24 Joumada Ethania
1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des
autorisations d'engagement et des crédits de paiement
ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances
pour 2024, mis à la disposition du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 24-214 du 24 Joumada Ethania
1445 correspondant au 6 janvier 2024 portant répartition des
autorisations d'engagement et des crédits de paiement
ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances
pour 2024, mis à la disposition du ministre de l'éducation
nationale ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé, sur les crédits ouverts, au
titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, un
montant de huit milliards cent dix-neuf millions de dinars
(8.119.000.000 DA) en autorisations d'engagement et en
crédits de paiement, applicable à la dotation « Montant non
assigné », imputables au titre 7 « Dépenses imprévues »,
gérée par le ministre des finances.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2024, un montant de huit
milliards cent dix-neuf millions de dinars (8.119.000.000 DA),
en autorisations d'engagement et en crédits de paiement,
applicable au portefeuille de programmes du ministère de
l'éducation nationale, au programme « Administration
générale », au sous-programme « Soutien administratif »
et au titre 1 « Dépenses de personnel ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de
l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le
concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au
Journal officiel de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 28 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au
5 juin 2024.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

DECISIONS INDIVIDUELLES**Décret présidentiel du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024 mettant fin aux fonctions d'une chef d'études à la Présidence de la République.**

Par décret présidentiel du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024, il est mis fin aux fonctions de chef d'études à la Présidence de la République, exercées par Mme. Amina Hamidi, appelée à exercer une autre fonction.

-----★-----

Décret présidentiel du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024 portant nomination d'une chargée d'études et de synthèse à la Présidence de la République.

Par décret présidentiel du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024, Mme. Amina Hamidi est nommée chargée d'études et de synthèse à la Présidence de la République.

-----★-----

Décret exécutif du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024 mettant fin aux fonctions de directeurs des transmissions nationales dans certaines wilayas.

Par décret exécutif du 26 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 3 juin 2024, il est mis fin aux fonctions de directeurs des transmissions nationales aux wilayas suivantes, exercées par MM. :

- Zidane Belouafi, à la wilaya de Laghouat ;
 - Abdelhey Chellouai, à la wilaya de Biskra ;
 - Abdenacer Aïssat, à la wilaya de Bouira ;
 - Messaoud Zobir, à la wilaya de Tissemsilt.
- ★-----

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 mettant fin aux fonctions du directeur régional des impôts de Constantine.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, il est mis fin aux fonctions de directeur régional des impôts de Constantine, exercées par M. Ramdane Bellabiod, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 mettant fin aux fonctions du directeur des ressources humaines, de la formation et de la réglementation au ministère de la jeunesse et des sports.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, il est mis fin aux fonctions de directeur des ressources humaines, de la formation et de la réglementation au ministère de la jeunesse et des sports, exercées par M. Yacine Madani, appelé à exercer une autre fonction.

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination du directeur des établissements de jeunes, de la promotion du partenariat et de l'action intersectorielle au ministère de la jeunesse et des sports.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, M. Yacine Madani est nommé directeur des établissements de jeunes, de la promotion du partenariat et de l'action intersectorielle au ministère de la jeunesse et des sports.

-----★-----

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination du directeur de la jeunesse et des sports à la wilaya de Tébessa.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, M. Mustapha Hamlaoui est nommé directeur de la jeunesse et des sports à la wilaya de Tébessa.

-----★-----

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination de sous-directeurs au ministère de l'agriculture et du développement rural.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, sont nommés sous-directeurs au ministère de l'agriculture et du développement rural, MM. :

- Abdelkadir Mokhtari, sous-directeur de l'organisation foncière ;
 - Abdenour Hocini, sous-directeur de la promotion et du suivi de l'investissement ;
 - Hamza Dahmani, sous-directeur des moyens logistiques et du patrimoine.
- ★-----

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination d'une sous-directrice au ministère des transports.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, Mme. Nacera Laouti est nommée sous-directrice des gens de mer et de la qualité à la direction générale de la marine marchande et des ports au ministère des transports.

-----★-----

Décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024 portant nomination d'une chef d'études au centre d'information sur la sûreté et la sécurité maritimes.

Par décret exécutif du 20 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 28 mai 2024, Mme. Chahinez Mezari est nommée chef d'études au centre d'information sur la sûreté et la sécurité maritimes.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêté interministériel du 14 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 22 mai 2024 portant création du bulletin officiel du médiateur de la République.

— — — —

Le Premier ministre,

Le ministre des finances, et

Le médiateur de la République,

Vu le décret présidentiel n° 20-45 du 21 Joumada Ethania 1441 correspondant au 15 février 2020, modifié, portant institution du médiateur de la République ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 22-320 du 16 Safar 1444 correspondant au 13 septembre 2022 portant nomination du médiateur de la République ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 95-132 du 13 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 13 mai 1995 relatif à la création des bulletins officiels des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 14-193 du 5 Ramadhan 1435 correspondant au 3 juillet 2014 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique et de la réforme administrative ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-132 du 13 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 13 mai 1995 susvisé, il est créé un bulletin officiel du médiateur de la République.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-132 du 13 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 13 mai 1995 susvisé, le bulletin officiel doit comporter, notamment :

— les références et, le cas échéant, le contenu de l'ensemble des textes à caractère législatif ou réglementaire, ainsi que les circulaires et les instructions concernant le médiateur de la République ;

— les décisions individuelles se rapportant à la gestion de la carrière des fonctionnaires et agents publics relevant du médiateur de la République, ainsi que celles relatives aux catégories de personnels dont la publication ne relève pas du *Journal officiel*.

Art. 3. — Le bulletin officiel fait l'objet d'une publication semestrielle en langue arabe avec la traduction en langue française.

Art. 4. — Le bulletin officiel du médiateur de la République revêt la forme d'un recueil, dont le format et les caractéristiques techniques sont précisés par décision du médiateur de la République.

Art. 5. — Un exemplaire du bulletin officiel est transmis, obligatoirement, aux services centraux de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 6. — Les crédits nécessaires à l'édition du bulletin officiel prévu à l'article 1er ci-dessus, sont imputés au budget programme du médiateur de la République.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Dhou El Kaâda 1445 correspondant au 22 mai 2024.

Le médiateur de la République Le ministre des finances

Madjid AMMOUR

Laziz FAID

Pour le Premier ministre et par délégation,
*le chargé de la gestion de la direction générale
de la fonction publique et de la réforme administrative*

Abdelouahab LAOUICI

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Arrêté du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023 portant constitution d'un comité technique auprès des services du Premier ministre.

Le Premier ministre,

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret exécutif n° 20-199 du 4 Dhou El Hidja 1441 correspondant au 25 juillet 2020 relatif aux commissions administratives paritaires, commissions de recours et des comités techniques dans les institutions et administrations publiques, notamment ses articles 78 et 80 ;

Sur proposition du M. le chargé de mission, chargé de la gestion de la direction de l'administration des moyens ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 78 et 80 du décret exécutif n° 20-199 du 4 Dhou El Hidja 1441 correspondant au 25 juillet 2020 relatif aux commissions administratives paritaires, commissions de recours et des comités techniques dans les institutions et administrations publiques, il est constitué un comité technique auprès des services du Premier ministre, conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DU PERSONNEL	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
3	3	3	3

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023.

Pour le Premier ministre et par délégation,
*le chargé de mission, chargé de la gestion
de la direction de l'administration des moyens*

Salah KHOUCHANE.

-----★-----

Arrêté du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023 portant composition du comité technique auprès des services du Premier ministre.

Par arrêté du 7 Joumada Ethania 1445 correspondant au 20 décembre 2023, la composition du comité technique auprès des services du Premier ministre est fixée, conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DU PERSONNEL	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
El Ouahed Kamel, président	Bourezah Walid	Fadli Walid	Louz Sofiane
Haroun Hosni	Dahar Abdelillah	Ouhadda Anissa	Saifi Mustapha
Guerzouli Kenza	Souyad Karim	Kab Fateh	Kara Mohamed

Arrêté du 18 Rajab 1445 correspondant au 30 janvier 2024 portant constitution d'une commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Premier ministre.

Le Premier ministre,

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret exécutif n° 20-199 du 4 Dhou El Hidja 1441 correspondant au 25 juillet 2020 relatif aux commissions administratives paritaires, commissions de recours et des comités techniques dans les institutions et administrations publiques, notamment ses articles 78 et 80 ;

Sur proposition du M. le chargé de mission, chargé de la gestion de la direction de l'administration des moyens ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 78 et 80 du décret exécutif n° 20-199 du 4 Dhou El Hidja 1441 correspondant au 25 juillet 2020 relatif aux commissions administratives paritaires, commissions de recours et des comités techniques dans les institutions et administrations publiques, il est constitué une commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Premier ministre, conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DU PERSONNEL	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
5	2	5	2

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Rajab 1445 correspondant au 30 janvier 2024.

Pour le Premier ministre et par délégation,

*le chargé de mission, chargé de la gestion
de la direction de l'administration des moyens*

Salah KHOUCHANE.
-----★-----

Arrêté du 18 Rajab 1445 correspondant au 30 janvier 2024 fixant la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Premier ministre.

Par arrêté du 18 Rajab 1445 correspondant au 30 janvier 2024, la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Premier ministre, est fixée conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DU PERSONNEL	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
Lacheb Chérif, président	Saoud Mohamed	Fadli Walid	Brahimi Abdelkader
Boudraf Mostefa	Azzouz Sid-Ahmed	Ouhadda Anissa	Saifi Mustapha
Halem Massica Samira Leila		Kab Fateh	
Boukerou Nabila		Kara Mohamed	
Guiti Samir		Louz Sofiane	

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 28 Joumada Ethania 1445 correspondant au 10 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 4 Rabie El Aouel 1443 correspondant au 11 octobre 2021 portant désignation des membres du conseil d'orientation du parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).

Par arrêté du 28 Joumada Ethania 1445 correspondant au 10 janvier 2024, l'arrêté du 4 Rabie El Aouel 1443 correspondant au 11 octobre 2021 portant désignation des membres du conseil d'orientation du parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa), est modifié comme suit :

- « (sans changement jusqu'à)
- Nouredine Abdessadouk, représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- (sans changement)..... ;
- Chahila Oukal née Chabane, représentante du ministre chargé des travaux publics ;
- (sans changement jusqu'à)
- Nour Zoulim, représentant du ministre chargé du tourisme et de l'artisanat ;
- (le reste sans changement)..... ».
- ★-----

Arrêté du 16 Rajab 1445 correspondant au 28 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 22 Rabie El Aouel 1445 correspondant au 8 octobre 2023 portant désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Par arrêté du 16 Rajab 1445 correspondant au 28 janvier 2024, l'arrêté du 22 Rabie El Aouel 1445 correspondant au 8 octobre 2023 portant désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture et du développement rural, est modifié comme suit :

- « (sans changement jusqu'à)
- Fatma Kassour, représentante du ministre chargé du commerce, membre ;
- Linda Djaaboub, représentante du ministre chargé du commerce, suppléante ;
-(le reste sans changement)

**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME
ET DE LA VILLE**

Arrêté interministériel du 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024 complétant l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 définissant les modalités de délivrance des certificats de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

— — — —

Le ministre de la poste et des télécommunications,
Le ministre de l'agriculture et du développement rural,
Le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville,
Le ministre des travaux publics et des infrastructures de base, et

Le ministre de l'hydraulique,

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n°14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 définissant les modalités de délivrance des certificats de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de compléter certaines dispositions de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 définissant les modalités de délivrance des certificats de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 susvisé, sont complétées comme suit :

« Art. 4. — (sans changement jusqu'à) du secteur concerné.

Les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises sollicitant d'autres activités principales auprès des autres secteurs, doivent fournir les pièces justifiant et attestant leur engagement dans le processus qualité, tels que le plan assurance qualité, le certificat de mise à niveau du système de management qualité, l'attestation d'accréditation ou tout autre document y afférent.

..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024.

Le ministre de la poste et des télécommunications	Le ministre de l'agriculture et du développement rural
--	---

Karim BIBI-TRIKI

Youcef CHERFA

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme
et de la ville

Le ministre des travaux
publics et des
infrastructures de base

Mohamed Tarek
BELARIBI

Lakhdar REKHROUKH

Le ministre de l'hydraulique

Taha DERBAL

— — — — ★ — — — —

Arrêté interministériel du 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant la liste des documents composant le dossier de qualification et de classification professionnelles des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics.

— — — —

Le ministre de la poste et des télécommunications,
Le ministre de l'agriculture et du développement rural,
Le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville,
Le ministre des travaux publics, et des infrastructures de base, et

Le ministre de l'hydraulique,

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n°14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant la liste des documents composant le dossier de qualification et de classification professionnelles des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant la liste des documents composant le dossier de qualification et de classification professionnelles des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — La liste des documents composant le dossier de demande de certificat de qualification et de classification professionnelles des entreprises et des groupes d'entreprises permettant leur identification, doit contenir les pièces suivantes :

- un formulaire de demande, fourni par l'administration, dûment renseigné et visé par le gérant ;
- une déclaration annuelle des salaires (DAS), composée du bordereau de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la liste des salariés visée par le gérant ;
- des copies des diplômes universitaires, attestations et certificats du personnel composant l'encadrement technique, administratif et financier de l'entreprise et du groupe d'entreprises ;
- des copies des diplômes, attestations et/ou contrats d'apprentissage, des cinq (5) dernières années, du personnel issu des établissements de formation et de l'enseignement professionnels ;
- des copies des diplômes et attestations de formation, de perfectionnement et de recyclage réalisés durant les cinq (5) dernières années au profit du personnel recruté et déclaré à la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) ;
- un rapport sur les moyens matériels propres et/ou mobilisables valorisés d'intervention de l'entreprise et/ou groupe d'entreprises, par famille, établi par un expert dûment habilité dans le domaine ;

- une copie de l'extrait du registre de commerce ;
- une copie des statuts pour les personnes morales ;
- une copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux du centre national du registre de commerce (CNRC) pour les personnes morales ;
- une attestation fiscale (C20) mentionnant les chiffres d'affaires relatifs à la production vendue au cours des trois (3) derniers exercices précédant l'année du dépôt de la demande de certificat ;
- des copies des attestations de bonne exécution, délivrées par le/ou les maître(s) d'ouvrages publics et/ou privés au cours des cinq (5) dernières années. Pour le cas de la sous-traitance, les attestations de bonne exécution doivent être munies de pièces justificatives nécessaires ;
- une attestation d'affiliation et de mise à jour, délivrée par les caisses de sécurité sociale de l'année de dépôt de demande du certificat (la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés CNAS, la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés CASNOS et la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) ;
- une copie du dernier certificat de qualification et de classification professionnelles de l'entreprise ou du groupe d'entreprises ;
- un extrait de rôle en cours de validité. ».

Art. 3. — Il est inséré dans les dispositions de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 susvisé, un article 2 bis rédigé comme suit :

« Art. 2 bis. — La liste des documents composant le dossier de demande de certificat de qualification et de classification professionnelles des entreprises de droit algérien, créées comme filiales des entreprises étrangères activant en Algérie et ayant bénéficié des ressources humaines, des moyens matériels et financiers ainsi que les références professionnelles de ces dernières en Algérie, doit contenir les pièces suivantes :

- un formulaire de demande, fourni par l'administration, dûment renseigné et visé par le gérant ;
- une copie du statut ;
- une déclaration annuelle des salaires (DAS), composée du bordereau de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la liste visée des salariés de l'entreprise mère et de la filiale, le cas échéant, un contrat de mise à disposition ;
- des copies des diplômes universitaires, attestations et certificats du personnel composant l'encadrement technique, administratif et financier de l'entreprise mère et de la filiale ;
- des copies des diplômes et attestations et/ou contrats d'apprentissage du personnel issu des établissements de formation et de l'enseignement professionnels de l'entreprise mère et de la filiale ;

— des copies des diplômes et attestations de formation, de perfectionnement et de recyclage réalisés du personnel recruté et déclaré à la CNAS de l'entreprise mère et de la filiale ;

— un rapport sur les moyens matériels propres et/ou mobilisables de l'entreprise mère et de la filiale, par famille, établi par un expert dûment habilité dans le domaine ;

— une copie de l'extrait du registre de commerce ;

— une copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux du centre national du registre de commerce (CNRC) ;

— les bilans fiscaux visés par les services des impôts, indiquant les différents résultats obtenus relatifs à la production vendue au cours des trois (3) derniers exercices précédant l'année de dépôt de la demande du certificat, de l'entreprise mère et de la filiale ;

— des copies des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages publics et/ou privés, au cours des cinq (5) dernières années, de l'entreprise mère et de la filiale. Pour le cas de la sous-traitance, les attestations de bonne exécution doivent être munies de pièces justificatives nécessaires ;

— une attestation d'affiliation et de mise à jour de l'entreprise mère et de la filiale, délivrée par les caisses de sécurité sociale de l'année de dépôt de demande du certificat (la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés CNAS, la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés CASNOS et la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique CACOBATPH) ;

— un extrait de rôle de la filiale en cours de validité. ».

Art. 4. — Les dispositions des articles 3 et 6 de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Pour le groupement d'entreprises, la liste des documents composant le dossier de demande de certificat de qualification et de classification professionnelles, doit contenir les pièces suivantes :

— un formulaire de demande, fourni par l'administration, dûment renseigné et visé par le gérant ;

— une copie du statut du groupement d'entreprises ;

— une copie du registre de commerce du groupement d'entreprises ;

— une déclaration annuelle des salaires (DAS), composée du bordereau de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la liste visée des salariés de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des diplômes universitaires, attestations et certificats du personnel composant l'encadrement technique, administratif et financier de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des diplômes et attestations et/ou contrats d'apprentissage, des cinq (5) dernières années, du personnel issu des établissements de formation et de l'enseignement professionnels de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des diplômes et attestations de formation, de perfectionnement et de recyclage durant les cinq (5) dernières années, réalisés au profit du personnel recruté et déclaré à la CNAS de chaque entreprise constituant le groupement ;

— un rapport sur les moyens matériels propres et/ou mobilisables valorisés d'intervention de l'ensemble des entreprises constituant le groupement, par famille, établi par un expert dûment habilité dans le domaine ;

— une attestation fiscale (C20) du groupement et de chaque entreprise le constituant mentionnant les chiffres d'affaires relatifs à la production vendue au cours des trois (3) derniers exercices précédant l'année du dépôt de la demande de certificat ;

— des copies des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages publics et/ou privés au cours des cinq (5) dernières années, de chaque entreprise constituant le groupement. Pour le cas de la sous-traitance, les attestations de bonne exécution, doivent être munies de pièces justificatives nécessaires ;

— une attestation d'affiliation et de mise à jour du groupement et de chaque entreprise le constituant, délivrée par les caisses de sécurité sociale de l'année de dépôt de la demande du certificat (la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés CNAS, la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés CASNOS et la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique CACOBATPH) ;

— une copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux du centre national du registre de commerce (CNRC), du groupement et de chaque entreprise le constituant ;

— une copie du dernier certificat de qualification et de classification professionnelles du groupement (en cas de renouvellement). ».

« Art. 6. — Un récépissé de dépôt est délivré, après vérification du dossier de l'entreprise, du groupe d'entreprises, ou du groupement d'entreprises qui peut être délivré par voie électronique. ».

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024.

Le ministre de la poste
et des télécommunications

Karim BIBI-TRIKI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Youcef CHERFA

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme
et de la ville

Mohamed Tarek
BELARIBI

Le ministre des travaux
publics et des
infrastructures de base

Lakhdar REKHROUKH

Le ministre de l'hydraulique

Taha DERBAL

Arrêté interministériel du 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024 fixant les modalités de classification des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

— — — —

Le ministre de la poste et des télécommunications,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville,

Le ministre des travaux publics et des infrastructures de base, et

Le ministre de l'hydraulique,

Vu le décret présidentiel n° 23-119 du 23 Chaâbane 1444 correspondant au 16 mars 2023, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant les modalités de classification des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de classification des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

Art. 2. — La classification professionnelle est déterminée conformément aux dispositions de l'article 8 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, susvisé, sur la base des critères suivants :

1. Les ressources humaines :

— l'effectif (EF) affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB1 comprenant un encadrement (E) de l'entreprise, du groupe d'entreprises et du groupement d'entreprises de 5% à 15 % de l'effectif global, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

— le recrutement des apprentis (RA), affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB3 ;

— les formations, perfectionnements et recyclages réalisés (FR), affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB4.

2. Les moyens matériels :

— la valeur des moyens matériels d'intervention (VM) propres et/ou mobilisables, affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5.

Pour les entreprises spécialisées, l'évaluation de ce critère est calculée sur la base d'une augmentation de 25% de la valeur des moyens matériels d'intervention.

3. Les moyens financiers :

— le capital social (CS) de l'entreprise, du groupe d'entreprises et du groupement d'entreprises, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6.

Pour les personnes physiques, le coefficient est bonifié à 1 et une note (CS) égale à 1 leur est attribuée ;

— le chiffre d'affaires (CA) des trois (3) dernières années, affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB7.

4. Les références professionnelles de bonne exécution :

— les attestations de bonne exécution (ABE) délivrées par les maîtres d'ouvrages, affectées d'une note allant de 1 à 1,8 et d'un coefficient bonificateur CB8.

Ces critères, selon la note totale NT, donnent la formule suivante :

$$NT = [(CB1 \times EF) \times (CB2 \times E) + (CB3 \times RA) + (CB4 \times FR)] + (CB5 \times VM) + [(CB6 \times CS) + (CB7 \times CA)] + (CB8 \times ABE).$$

La formule laquelle détermine la classification professionnelle de l'entreprise, du groupe d'entreprises et du groupement d'entreprises dans la catégorie concernée, conformément aux tableaux A, B, C, D et E, joints en annexes du présent arrêté, relatifs à chacun des secteurs.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, susvisé, les entreprises et groupes d'entreprises nouvellement créés, n'ayant pas encore réalisé un exercice fiscal, sont classifiés sur la base des trois (3) critères suivants :

— l'effectif (EF) affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB1 comprenant un encadrement (E) de l'entreprise ou groupes d'entreprises de 5% à 15% de l'effectif global, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

— la valeur des moyens matériels d'intervention (VM) propres et/ou mobilisables, affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5 ;

— le capital social (CS) de l'entreprise ou du groupe d'entreprises, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6.

Ces critères, selon la note totale **NT**, donnent la formule suivante :

$$NT = [(CB1 \times EF) \times (CB2 \times E)] + (CB5 \times VM) + (CB6 \times CS).$$

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 9 bis du décret exécutif n°14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, susvisé, les entreprises de droit algérien créées comme filiales des entreprises étrangères activant en Algérie et ayant bénéficié des ressources humaines, des moyens matériels et financiers ainsi que les références professionnelles de ces dernières réalisées en Algérie, sont classifiées sur la base des critères suivants :

— l'effectif (EF) de l'entreprise mère et de la filiale, affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB1 comprenant un encadrement (E) de 5% à 15% de l'effectif global, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

— le recrutement des apprentis (RA) de l'entreprise mère et de la filiale, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB3 ;

— les formations, perfectionnements et recyclages réalisés (FR) par l'entreprise mère et par la filiale, affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB4 ;

— la valeur des moyens matériels d'intervention (VM) propres et/ou mobilisables de l'entreprise mère et de la filiale, affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5 ;

— le capital social (CS) de l'entreprise, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6 ;

— le chiffre d'affaires (CA) des trois (3) dernières années de l'entreprise mère et de la filiale, affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB7 ;

— les attestations de bonne exécution (ABE) de l'entreprise mère et de la filiale, délivrées par les maîtres d'ouvrages, affectées d'une note allant de 1 à 1,8 et d'un coefficient bonificateur CB8.

Ces critères, selon la note totale **NT**, donnent la formule suivante :

$$NT = [(CB1 \times EF) \times (CB2 \times E) + (CB3 \times RA) + (CB4 \times FR)] + (CB5 \times VM) + [(CB6 \times CS) + (CB7 \times CA)] + (CB8 \times ABE).$$

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n°14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, modifié et complété, susvisé, les groupements d'entreprises, nouvellement créés, sont classifiés sur la base des critères suivants :

— l'effectif (EF) de l'ensemble des entreprises constituant le groupement, affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB1 comprenant un encadrement (E) de 5% à 15% de l'effectif global, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

— le recrutement des apprentis (RA) de l'ensemble des entreprises constituant le groupement, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB3 ;

— les formations, perfectionnements et recyclages réalisés (FR) par l'ensemble des entreprises constituant le groupement, affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB4 ;

— la valeur des moyens matériels d'intervention (VM) propres et/ou mobilisables de l'ensemble des entreprises constituant le groupement, affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5 ;

— le capital social (CS) du chef de file du groupement ou du groupement lui-même, lorsqu'il a été créé avec un capital social, affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6 ;

— le chiffre d'affaires (CA) des trois (3) dernières années de l'ensemble des entreprises constituant le groupement, affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB7 ;

— les attestations de bonne exécution (ABE), délivrées par les maîtres d'ouvrages de l'ensemble des entreprises constituant le groupement, affectées d'une note allant de 1 à 1,8 et d'un coefficient bonificateur CB8.

Ces critères, selon la note totale **NT**, donnent la formule suivante :

$$NT = [(CB1 \times EF) \times (CB2 \times E) + (CB3 \times RA) + (CB4 \times FR)] + (CB5 \times VM) + [(CB6 \times CS) + (CB7 \times CA)] + (CB8 \times ABE).$$

Art. 6. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant les modalités de classification des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications, sont abrogées.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Joumada Ethania 1445 correspondant au 3 janvier 2024.

Le ministre de la poste
et des télécommunications

Karim BIBI-TRIKI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Youcef CHERFA

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme
et de la ville

Mohamed Tarek
BELARIBI

Le ministre des travaux
publics et des
infrastructures de base

Lakhdar REKHROUKH

Le ministre de l'hydraulique

Taha DERBAL

ANNEXE A

TABEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : BATIMENT

RESSOURCES HUMAINES												MOYENS MATERIELS					MOYENS FINANCIERS					REFERENCES PROFESSIONNELLES DE BONNE EXECUTION		CLASSIFICATION									
Effectif (EF)		Encadrement (E)				Recrutement d'apprentis (RA)			Formations réalisées (FR)			Valeurs des moyens matériels (VM) en 10³ DA			Capital social (CS) en 10³ DA			Chiffre d'affaires (CA) en 10³ DA		Attestations de bonne exécution (ABE)													
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	RA	CB ₃	RA	T ₃	FR	CB ₄	FR	T ₄	VM en10³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10³	CB ₆	CS	T ₆	CA en 10³	CB ₇	CA	T ₇	CAT	CB ₈	ABE	T ₈	Note totale	Catégorie
1 à 10	1	1	1	5 %	1,1	1	1,1	1 à 5	0,5	1	0,5	1 à 5	0,5	1	0,5	VM ≤ 5 000	1,2	1	1,2	CS ≤ 100	1	1	1	CA ≤ 4 000	1,5	1	1,5	A	2	1	2	NT ≤ 7,8	I
11 à 20	1	2	2	6 %	1,2	1	1,2	6 à 10	1	1	1	6 à 10	1	1	1	5 000 < VM ≤ 15 000	1,5	2	3	100 < CS ≤ 500	2	1	2	4 000 < CA ≤ 20 000	1,6	2	3,2	B	2,5	1,4	3,5	7,8 < NT ≤ 16,1	II
21 à 50	1	3	3	7 %	1,3	1	1,3	11 à 15	1,2	1	1,2	11 à 15	1,2	1	1,2	15 000 < VM ≤ 30 000	1,6	3	4,8	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	20 000 < CA ≤ 40 000	1,7	3	5,1	B	2,5	1,4	3,5	16,1 < NT ≤ 22,7	III
51 à 100	1	4	4	8 à 10 %	1,4	1	1,4	16 à 20	1,5	1	1,5	16 à 20	1,5	1	1,5	30 000 < VM ≤ 60 000	1,7	4	6,8	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	40 000 < CA ≤ 80 000	1,8	4	7,2	C	3	1,5	4,5	22,7 < NT ≤ 31,1	IV
101 à 300	1	5	5	11 %	1,5	1	1,5	21 à 40	1,6	1	1,6	21 à 40	1,6	1	1,6	60 000 < VM ≤ 120 000	1,8	5	9	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	80 000 < CA ≤ 200 000	1,9	5	9,5	C	3	1,5	4,5	31,1 < NT ≤ 38,7	V
301 à 600	1	6	6	12 %	1,6	1	1,6	41 à 80	2	1	2	41 à 80	2	1	2	120 000 < VM ≤ 240 000	1,9	6	11,4	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	200 000 < CA ≤ 400 000	2	6	12	D	4	1,5	6	38,7 < NT ≤ 49,0	VI
601 à 1000	1	7	7	13 %	1,7	1	1,7	81 à 100	2,1	1	2,1	81 à 100	2,1	1	2,1	240 000 < VM ≤ 480 000	2	7	14	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	400 000 < CA ≤ 800 000	2,1	7	14,7	D	4	1,5	6	49,0 < NT ≤ 57,8	VII
1001 à 2000	1	8	8	14 %	1,8	1	1,8	101 à 120	2,5	1	2,5	101 à 120	2,5	1	2,5	480 000 < VM ≤ 800 000	2,1	8	16,8	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	800 000 < CA ≤ 1 500 000	2,2	8	17,6	E	5	1,8	9	57,8 < NT ≤ 70,8	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15 %	2	1	2	RA > 120	2,6	1	2,6	FR > 120	2,6	1	2,6	VM > 800 000	2,2	9	19,8	CS > 40 000	9	1	9	CA > 1 500 000	2,3	9	20,7	E	5	1,8	9	70,8 < NT ≤ 81,7	IX

ANNEXE B
TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES
SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS

RESSOURCES HUMAINES													MOYENS MATERIELS										MOYENS FINANCIERS										REFERENCES PROFESSIONNELLES DE BONNE EXECUTION				CLASSIFICATION
Effectif (EF)			Encadrement (E)					Recrutement d'apprentis (RA)					Formations réalisées (FR)					Valeurs des moyens matériels (VM) en 10³ DA					Capital social (CS) en 10³ DA					Chiffre d'affaires (CA) en 10³ DA					Attestations de bonne exécution (ABE)				
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	RA	CB ₃	RA	T ₃	FR	CB ₄	FR	T ₄	VM en 10³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10³	CB ₆	CS	T ₆	CA en 10³	CB ₇	CA	T ₇	CAT	CB ₈	ABE	T ₈	Note totale	Catégorie				
1 à 5	1	1	1	5 %	1,1	1	1,1	1 à 5	0,5	1	0,5	1 à 5	0,5	1	0,5	VM ≤ 15 000	2,5	1	2,5	CS ≤ 100	1	1	1	1	CA ≤ 8 000	1,8	1	1,8	A	1	1	1	NT ≤ 8,4	I			
6 à 15	1	2	2	6 %	1,2	1	1,2	6 à 10	1	1	1	6 à 10	1	1	1	15 000 < VM ≤ 30 000	2,5	2	5	100 < CS ≤ 500	2	1	2	2	8 000 < CA ≤ 30 000	1,8	2	3,6	B	2	1,2	2,4	8,4 < NT ≤ 17,4	II			
16 à 30	1	3	3	7 %	1,3	1	1,3	11 à 15	1,2	1	1,2	11 à 15	1,2	1	1,2	30 000 < VM ≤ 60 000	2,5	3	7,5	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	3	30 000 < CA ≤ 70 000	1,8	3	5,4	B	2	1,2	2,4	17,4 < NT ≤ 24,6	III			
31 à 70	1	4	4	8 à 10 %	1,4	1	1,4	16 à 20	1,5	1	1,5	16 à 20	1,5	1	1,5	60 000 < VM ≤ 120 000	2,5	4	10	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	4	70 000 < CA ≤ 140 000	1,8	4	7,2	C	3	1,4	4,2	24,6 < NT ≤ 34	IV			
71 à 250	1	5	5	11 %	1,5	1	1,5	21 à 31	1,8	1	1,8	21 à 31	1,8	1	1,8	120 000 < VM ≤ 240 000	2,5	5	12,5	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	5	140 000 < CA ≤ 280 000	1,8	5	9	C	3	1,4	4,2	34 < NT ≤ 41,8	V			
251 à 500	1	6	6	12 %	1,6	1	1,6	32 à 40	2	1	2	32 à 50	2	1	2	240 000 < VM ≤ 480 000	2,5	6	15	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	6	280 000 < CA ≤ 500 000	1,8	6	10,8	D	4	1,6	6,4	41,8 < NT ≤ 51,8	VI			
501 à 900	1	7	7	13 %	1,7	1	1,7	41 à 50	2,2	1	2,2	51 à 70	2,2	1	2,2	480 000 < VM ≤ 800 000	2,5	7	17,5	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	7	500 000 < CA ≤ 800 000	1,8	7	12,6	D	4	1,6	6,4	51,8 < NT ≤ 59,8	VII			
901 à 1 500	1	8	8	14 %	1,8	1	1,8	51 à 60	2,3	1	2,3	71 à 90	2,3	1	2,3	800 000 < VM ≤ 1 500 000	2,5	8	20	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	8	800 000 < CA ≤ 1 500 000	1,8	8	14,4	E	5	1,8	9	59,8 < NT ≤ 70,4	VIII			
Au delà de 1 500	1	9	9	15 %	2	1	2	RA > 60	2,5	1	2,5	FR > 90	2,5	1	2,5	VM > 1 500 000	2,5	9	22,5	CS > 40 000	9	1	9	9	CA > 1 500 000	1,8	9	16,2	E	5	1,8	9	70,4 < NT ≤ 79,7	IX			

ANNEXE C

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : RESSOURCES EN EAU

RESSOURCES HUMAINES												MOYENS MATERIELS						MOYENS FINANCIERS						REFERENCES PROFESSIONNELLES DE BONNE EXECUTION		CLASSIFICATION								
Effectif (EF)			Encadrement (E)				Recrutement d'apprentis (RA)			Formations réalisées (FR)				Valeurs des moyens matériels (VM) en 10³ DA				Capital social (CS) en 10³ DA			Chiffre d'affaires (CA) en 10³ DA			Attestations de bonne exécution (ABE)										
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	RA	CB ₃	RA	T ₃	FR	CB ₄	FR	T ₄	VM en 10³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10³	CB ₆	CS	T ₆	CA en 10³	CB ₇	CA	T ₇	CAT	CB ₈	ABE	T ₈	Note totale	Catégorie	
1 à 10	1	1	1	5 %	1,1	1	1,1	1 à 2	0,5	1	0,5	1 à 4	0,5	1	0,5	VM ≤ 5 000	1,2	1	1,2	CS ≤ 100	1	1	1	1	CA ≤ 5 000	2	1	2	A	1	1	1	NT ≤ 7,3	I
11 à 20	1	2	2	6 %	1,2	1	1,2	3 à 5	1	1	1	5 à 8	1	1	1	5 000 < VM ≤ 10 000	1,3	2	2,6	100 < CS ≤ 200	2	1	2	2	5 000 < CA ≤ 10 000	2	2	4	B	2	1,3	2,6	7,3 < NT ≤ 15,6	II
21 à 50	1	3	3	7 %	1,3	1	1,3	6 à 8	1,2	1	1,2	9 à 12	1,5	1	1,5	10 000 < VM ≤ 15 000	1,4	3	4,2	200 < CS ≤ 500	3	1	3	3	10 000 < CA ≤ 20 000	2	3	6	B	2	1,3	2,6	15,6 < NT ≤ 22,4	III
51 à 100	1	4	4	8 à 10 %	1,4	1	1,4	9 à 12	1,5	1	1,5	13 à 16	2	1	2	15 000 < VM ≤ 50 000	1,5	4	6	500 < CS ≤ 2 000	4	1	4	4	20 000 < CA ≤ 60 000	2	4	8	C	3	1,6	4,8	22,4 < NT ≤ 31,9	IV
101 à 300	1	5	5	11 %	1,5	1	1,5	13 à 15	2	1	2	17 à 20	2,5	1	2,5	50 000 < VM ≤ 80 000	1,6	5	8	2 000 < CS ≤ 4 000	5	1	5	5	60 000 < CA ≤ 100 000	2	5	10	C	3	1,6	4,8	31,9 < NT ≤ 39,8	V
301 à 600	1	6	6	12 %	1,6	1	1,6	16 à 18	2,2	1	2,2	21 à 24	3	1	3	80 000 < VM ≤ 200 000	1,8	6	10,8	4 000 < CS ≤ 8 000	6	1	6	6	100 000 < CA ≤ 300 000	2	6	12	D	4	1,7	6,8	39,8 < NT ≤ 50,4	VI
601 à 1000	1	7	7	13 %	1,7	1	1,7	19 à 21	2,3	1	2,3	25 à 28	3,5	1	3,5	200 000 < VM ≤ 400 000	2	7	14	8 000 < CS ≤ 15 000	7	1	7	7	300 000 < CA ≤ 600 000	2	7	14	D	4	1,7	6,8	50,4 < NT ≤ 59,5	VII
1001 à 2000	1	8	8	14 %	1,8	1	1,8	22 à 24	2,4	1	2,4	29 à 32	4	1	4	400 000 < VM ≤ 900 000	2,2	8	17,6	15 000 < CS ≤ 30 000	8	1	8	8	600 000 < CA ≤ 1 500 000	2	8	16	E	5	1,8	9	59,5 < NT ≤ 71,4	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15 %	2	1	2	RA > 24	2,5	1	2,5	FR > 32	4,5	1	4,5	VM > 900 000	2,5	9	22,5	CS > 30 000	9	1	9	9	CA > 1 500 000	2	9	18	E	5	1,8	9	71,4 < NT ≤ 83,5	IX

ANNEXE D
TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES
SECTEUR : TRAVAUX FORESTIERS

RESSOURCES HUMAINES														MOYENS MATERIELS						MOYENS FINANCIERS						REFERENCES PROFESSIONNELLES DE BONNE EXECUTION		CLASSIFICATION			
Effectif (EF)	Encadrement (E)					Recrutement d'apprentis (RA)			Formations réalisées (FR)				Valeurs des moyens matériels (VM) en 10³ DA			Capital social (CS) en 10³ DA			Chiffre d'affaires (CA) en 10³ DA			Attestations de bonne exécution (ABE)				Note totale	Catégorie				
	CB1	EF T1	E en %	CB2	E T2	RA	CB2	RA T3	FR	CB4	FR T4	VM en 10³	CB5	VM T3	CS en 10³	CB6	CS T6	CA en 10³	CB7	CA T7	CAT	CB8	ABE T8								
1 à 10	1	1	5 %	1,1	1	1 à 5	0,5	1	0,5	1 à 5	0,5	1	0,5	1	1	1	1	CS ≤ 100	1	1	1	CA ≤ 5 000	0,7	1	0,7	A	2	1	2	NT ≤ 6,8	I
11 à 20	1	2	6 %	1,2	1	6 à 10	1	1	1	6 à 10	1	1	1	2	2,2	100 < CS ≤ 500	2	1	2	5 000 < CA ≤ 10 000	0,8	2	1,6	B	2,5	1,4	3,5	6,8 < NT ≤ 13,7	II		
21 à 50	1	3	7 %	1,3	1	11 à 15	1,2	1	1,2	11 à 15	1,2	1	1,2	3	3,6	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	10 000 < CA ≤ 40 000	0,9	3	2,7	B	2,5	1,4	3,5	13,7 < NT ≤ 19,1	III		
51 à 100	1	4	8 à 10 %	1,4	1	16 à 20	1,5	1	1,5	16 à 20	1,5	1	1,5	4	5,2	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	40 000 < CA ≤ 80 000	1	4	4	C	3	1,5	4,5	19,1 < NT ≤ 26,3	IV		
101 à 300	1	5	11 %	1,5	1	21 à 40	1,6	1	1,6	21 à 40	1,6	1	1,6	5	7	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	80 000 < CA ≤ 120 000	1,1	5	5,5	C	3	1,5	4,5	26,3 < NT ≤ 32,7	V		
301 à 600	1	6	12 %	1,6	1	41 à 80	2	1	2	41 à 80	2	1	2	6	9	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	120 000 < CA ≤ 400 000	1,2	6	7,2	D	4	1,5	6	32,7 < NT ≤ 41,8	VI		
601 à 1000	1	7	13 %	1,7	1	81 à 100	2,1	1	2,1	81 à 100	2,1	1	2,1	7	11,2	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	400 000 < CA ≤ 800 000	1,3	7	9,1	D	4	1,5	6	41,8 < NT ≤ 49,4	VII		
1001 à 2000	1	8	14 %	1,8	1	101 à 120	2,5	1	2,5	101 à 120	2,5	1	2,5	8	13,6	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	800 000 < CA ≤ 1 200 000	1,4	8	11,2	E	5	1,8	9	49,4 < NT ≤ 61,2	VIII		
Au delà de 2000	1	9	15 %	2	1	RA > 120	2,6	1	2,6	FR > 120	2,6	1	2,6	9	16,2	CS > 40 000	9	1	9	CA > 1 200 000	1,5	9	13,5	E	5	1,8	9	61,2 < NT ≤ 70,9	IX		

ANNEXE E

TABEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : INFRASTRUCTURES PASSIVES DES TELECOMMUNICATIONS

RESSOURCES HUMAINES														MOYENS MATERIELS					MOYENS FINANCIERS					REFERENCES PROFESSIONNELLES DE BONNE EXECUTION		CLASSIFICATION							
Effectif (EF)		Encadrement (E)				Recrutement d'apprentis (RA)			Formations réalisées (FR)				Valeurs des moyens matériels (VM) en 10³ DA			Capital social (CS) en 10³ DA			Chiffre d'affaires (CA) en 10³ DA			Attestations de bonne exécution (ABE)											
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	RA	CB ₂	RA	T ₃	FR	CB ₄	FR	T ₄	VM en 10³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10³	CB ₆	CS	T ₆	CA en 10³	CB ₇	CA	T ₇	CAT	CB ₈	ABE	T ₈	Note totale	Catégorie
1 à 10	1	1	1	5 %	1,1	1	1,1	1 à 5	0,5	1	0,5	1 à 5	0,5	1	0,5	VM ≤ 100	1	1	1	CS ≤ 100	1	1	1	CA ≤ 5 000	0,7	1	0,7	A	2	1	2	NT ≤ 6,8	I
11 à 20	1	2	2	6 %	1,2	1	1,2	6 à 10	1	1	1	6 à 10	1	1	1	100 < VM ≤ 250	1,1	2	2,2	100 < CS ≤ 500	2	1	2	5 000 < CA ≤ 10 000	0,8	2	1,6	B	2,5	1,4	3,5	6,8 < NT ≤ 13,7	II
21 à 50	1	3	3	7 %	1,3	1	1,3	11 à 15	1,2	1	1,2	11 à 15	1,2	1	1,2	250 < VM ≤ 500	1,2	3	3,6	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	10 000 < CA ≤ 20 000	0,9	3	2,7	B	2,5	1,4	3,5	13,7 < NT ≤ 19,1	III
51 à 100	1	4	4	8 à 10 %	1,4	1	1,4	16 à 20	1,5	1	1,5	16 à 20	1,5	1	1,5	500 < VM ≤ 1 000	1,3	4	5,2	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	20 000 < CA ≤ 60 000	1	4	4	C	3	1,5	4,5	19,1 < NT ≤ 26,3	IV
101 à 300	1	5	5	11 %	1,5	1	1,5	21 à 40	1,6	1	1,6	21 à 40	1,6	1	1,6	1 000 < VM ≤ 1500	1,6	5	8	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	60 000 < CA ≤ 100 000	1,1	5	5,5	C	3	1,5	4,5	26,3 < NT ≤ 33,7	V
301 à 600	1	6	6	12 %	1,6	1	1,6	41 à 80	2	1	2	41 à 80	2	1	2	1 500 < VM ≤ 2 000	1,7	6	10,2	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	100 000 < CA ≤ 300 000	1,2	6	7,2	D	4	1,5	6	33,7 < NT ≤ 43,0	VI
601 à 1000	1	7	7	13 %	1,7	1	1,7	81 à 100	2,1	1	2,1	81 à 100	2,1	1	2,1	2 000 < VM ≤ 3 500	1,8	7	12,6	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	300 000 < CA ≤ 600 000	1,3	7	9,1	D	4	1,5	6	43,0 < NT ≤ 50,8	VII
1001 à 2000	1	8	8	14 %	1,8	1	1,8	101 à 120	2,5	1	2,5	101 à 120	2,5	1	2,5	3 500 < VM ≤ 5 000	1,9	8	15,2	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	600 000 < CA ≤ 1 500 000	1,4	8	11,2	E	5	1,8	9	50,8 < NT ≤ 62,8	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15 %	2	1	2	RA > 120	2,6	1	2,6	FR > 120	2,6	1	2,6	VM > 5 000	2	9	18	CS > 40 000	9	1	9	CA > 1 500 000	1,5	9	13,5	E	5	1,8	9	62,8 < NT ≤ 72,7	IX

MINISTERE DES TRANSPORTS

Arrêté du 17 Rajab 1445 correspondant au 29 janvier 2024 complétant l'arrêté du 2 Rajab 1444 correspondant au 24 janvier 2023 portant désignation des membres du comité national de facilitation du transport aérien.

— — — —

Par arrêté du 17 Rajab 1445 correspondant au 29 janvier 2024, l'arrêté du 2 Rajab 1444 correspondant au 24 janvier 2023 portant désignation des membres du comité national de facilitation du transport aérien, est modifié comme suit :

« (sans changement jusqu'à) M. Issam Bensid, directeur général de l'établissement de gestion des services aéroportuaires (EGSA) d'Oran ;

— M. Yacine Mentouri, directeur général de l'établissement de gestion des services aéroportuaires (EGSA) de Constantine ;

— (sans changement) ;

— M. Mounir Charmati, directeur général de l'établissement national de la navigation aérienne (ENNA) ;

..... (le reste sans changement) ».

MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

Arrêté du 11 Rabie Ethani 1445 correspondant au 26 octobre 2023 portant désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère du tourisme et de l'artisanat.

— — — —

Par arrêté du 11 Rabie Ethani 1445 correspondant au 26 octobre 2023, les membres dont les noms suivent, sont désignés, en application des dispositions de l'article 187 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, à la commission sectorielle des marchés publics du ministère du tourisme et de l'artisanat :

Membres permanents :

— M. Djamel Alili, représentant du ministre du tourisme et de l'artisanat, président ;

— M. Amine Ammari, représentant du ministre du tourisme et de l'artisanat, vice-président ;

— M. Ghoulam Allah Boukabous, représentant du ministre du tourisme et de l'artisanat, membre ;

— M. Azzedine Kali Ali, représentant du ministre du tourisme et de l'artisanat, membre ;

— M. Hichem Guelmamene, représentant du ministre chargé des finances (direction générale du budget), membre ;

— Mme. Sara Kemche, représentante du ministre chargé des finances (direction générale du budget), membre ;

— M. Mouloud Korichi, représentant du ministre chargé du commerce, membre.

Membres suppléants :

— Mme. Zakia Kasbadji, représentante du ministre du tourisme et de l'artisanat, suppléante ;

— Mme. Naima Matene, représentante du ministre du tourisme et de l'artisanat, suppléante ;

— M. Mourad Baaziz, représentant du ministre chargé des finances (direction générale du budget), suppléant ;

— Mme. Lamia Tercha, représentante du ministre chargé des finances (direction générale de la comptabilité), suppléante ;

— M. Samir Lahmer, représentant du ministre chargé du commerce, suppléant.

Sont abrogées, les dispositions de l'arrêté du 9 Safar 1442 correspondant au 27 septembre 2020 portant désignation des membres de la commission sectorielle des marchés publics du ministère du tourisme et de l'artisanat.

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 5 Rajab 1445 correspondant au 17 janvier 2024 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Tizi Ouzou.

— — — —

Par arrêté du 5 Rajab 1445 correspondant au 17 janvier 2024, les membres dont les noms suivent, sont désignés, en application des dispositions des articles 9 et 10 du décret exécutif n° 12-210 du 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012 fixant le statut-type de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme, au conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Tizi Ouzou :

— Abdelaziz Madoui, représentant du ministre chargé du tourisme, président ;

— Rabeh Ghammit, représentant du ministère de la défense nationale ;

— Samia Khalfane, représentante du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire ;

— Arezki Talmat Kadi, représentant du ministre des finances ;

— Mohamed Lalaoui, représentant du ministre de l'éducation nationale ;

— Rachid Louhi, représentant du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels ;

— Farid Salmi, représentant du ministre de la santé ;

— Mourad Idouar, représentant du ministre des transports ;

— Toufik Rezkallah, représentant du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

— Aziz Tahir, représentant du ministre de la jeunesse et des sports.

Sont abrogées, les dispositions de l'arrêté du 12 Joumada El Oula 1442 correspondant au 27 décembre 2020 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Tizi Ouzou.

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 9 Rajab 1445 correspondant au 21 janvier 2024 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Bou Saâda.

— — — —

Par arrêté du 9 Rajab 1445 correspondant au 21 janvier 2024, les membres dont les noms suivent, sont désignés, en application des dispositions des articles 9 et 10 du décret exécutif n° 12-210 du 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012 fixant le statut-type de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme, au conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Bou Saâda :

— Riad Kacimi, représentant du ministre chargé du tourisme, président ;

— Rabeh Ghammit, représentant du ministère de la défense nationale ;

— Fawzi Djouadi, représentant du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire ;

— Messaoud Tahri, représentant du ministre des finances ;

— Amar Tebani, représentant du ministre de l'éducation nationale ;

— Sadek Saadna, représentant du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels ;

— Mohamed Zineddine Okbi, représentant du ministre de la santé ;

— Abdelhadi Meziani, représentant du ministre des transports ;

— Abdelhak Benmimouna, représentant du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

— Ali Chebata, représentant du ministre de la jeunesse et des sports.

Sont abrogées, les dispositions de l'arrêté du 12 Joumada El Oula 1442 correspondant au 27 décembre 2020 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme de Bou Saâda.

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES ENERGIES RENOUVELABLES**

Arrêté du 15 Joumada El Oula 1445 correspondant au 29 novembre 2023 portant désignation des membres du conseil scientifique du commissariat national du littoral.

— — — —

Par arrêté du 15 Joumada El Oula 1445 correspondant au 29 novembre 2023, les membres dont les noms suivent, sont désignés, en application des dispositions des articles 18 et 19 du décret exécutif n° 04-113 du 23 Safar 1425 correspondant au 13 avril 2004 portant organisation, fonctionnement et missions du commissariat national du littoral au conseil scientifique du commissariat national du littoral,

Mmes. et MM. :

— Khoudir Mezouar, représentant de l'école nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) ;

— Abderrahmane Bouda, représentant de l'école nationale supérieure maritime (ENSM) ;

— Badis Bendeddouche, représentant de l'institut Pasteur d'Algérie ;

— Nasreddine Hasni, représentant de l'institut national de cartographie et de télédétection (INCT) ;

— Hamoud Beldjoudi, représentant du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) ;

— Habib Mahi, représentant de l'agence spatiale (ASAL) ;

— Nazim Yahia Ouahmed, représentant de l'agence nationale pour la conservation de la nature (ANN) ;

— Samir Bachouche, représentant du centre national de recherche et de développement de la pêche et l'aquaculture (CNRDPA) ;

— Aida Saifouni, représentante de l'institut national de recherche forestière (INRF) ;

— Fadila Sahnoun, représentante du commissariat national du littoral ;

— Bilal Beloulou, représentant du commissariat national du littoral ;

— Salim Omar Belkhir, représentant du commissariat national du littoral ;

— Hicham Kara, représentant de l'université Badji Mokhtar - Annaba ;

— Ahmed Belguermi, représentant de l'université d'Oran 1 - Ahmed Ben Bella ;

— Nouredine Belbachir, représentant de l'université Abdelhamid Ben Badis - Mostaganem ;

— Riadh Moulai, représentant de l'université Abderrahmane Mira - Béjaïa ;

— Kamel Larbi Doukara, représentant de l'université Belhadj Bouchaïb - Aïn Témouchent ;

— Yacine Hemdane, représentant de l'université des sciences et de la technologie - « Houari Boumediène » ;

— Yacine Gendouzi, représentant du centre universitaire Morsli Abdellah - Tipaza ;

— Yazid Beddouh, représentant du centre de recherche en environnement - Annaba ;

— Riad Ladji, représentant du centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (C.R.A.P.C.) ;

— Said Keddour, représentant de l'agence nationale des changements climatiques.

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 18 Joumada Ethania 1445 correspondant au 31 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 4 Chaoual 1444 correspondant au 24 avril 2023 portant désignation des membres du comité intersectoriel d'exportation des déchets spéciaux dangereux.

— — — —

Par arrêté du 18 Joumada Ethania 1445 correspondant au 31 décembre 2023, l'arrêté du 4 Chaoual 1444 correspondant au 24 avril 2023 portant désignation des membres du comité intersectoriel d'exportation des déchets spéciaux dangereux, est modifié comme suit :

« (sans changement jusqu'à)

— M. Izourar Abderahmane Zino, représentant du ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, en remplacement de M. Bouguerra Abdelghafour ;

— (sans changement jusqu'à)

— Mme. Mekideche Farah, représentante du ministre chargé du commerce, en remplacement de M. Reggad Salim ;

— (sans changement jusqu'à)

— Mme. Chennit Nadjia, représentante du ministre chargé de la santé, en remplacement de Mme. Bouali Hassiba ;

..... (le reste sans changement) ».

Arrêté du 25 Rajab 1445 correspondant au 6 février 2024 modifiant l'arrêté du 28 Rabie Ethani 1444 correspondant au 23 novembre 2022 portant nomination des membres du comité régional Tel Bahr façade maritime Centre.

— — — —

Par arrêté du 25 Rajab 1445 correspondant au 6 février 2024, l'arrêté du 28 Rabie Ethani 1444 correspondant au 23 novembre 2022 portant nomination des membres du comité régional Tel Bahr façade maritime Centre, est modifié comme suit :

« (sans changement jusqu'à)

— M. Medjani Abdelghani, représentant du centre national des opérations de surveillance et de sauvetage, en remplacement de M. Hablal Abderrahmane ;

— (sans changement) ;

— M. Meknass Hadj, commandant du groupement de façade de gardes-côtes/Blida, en remplacement de M. Chikhi Mourad ;

— (sans changement jusqu'à)

— M. Dendani Djamel, inspecteur régional de l'environnement-Alger, en remplacement de M. Moali Mohamed ;

..... (le reste sans changement) ».

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 25 Rajab 1445 correspondant au 6 février 2024 modifiant l'arrêté du 28 Rabie Ethani 1444 correspondant au 23 novembre 2022 portant nomination des membres du comité régional Tel Bahr façade maritime Ouest.

— — — —

Par arrêté du 25 Rajab 1445 correspondant au 6 février 2024, l'arrêté du 28 Rabie Ethani 1444 correspondant au 23 novembre 2022, modifié, portant nomination des membres du comité régional Tel Bahr façade maritime Ouest, est modifié comme suit :

« (sans changement jusqu'à)

— M. Djouama Nassim, commandant du groupement de façade de gardes-côtes d'Oran, en remplacement de M. Meknass Hadj ;

..... (le reste sans changement) ».

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

Décision du 21 Rabie Ethani 1445 correspondant au 5 novembre 2023 portant constitution d'un comité technique au sein du Haut Conseil Islamique.

Le Président du Haut Conseil Islamique,

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 17-141 du 21 Rajab 1438 correspondant au 18 avril 2017 fixant l'organisation et le fonctionnement du Haut Conseil Islamique ;

Vu le décret présidentiel du 19 Dhou El Hidja 1437 correspondant au 21 septembre 2016 portant nomination du Président du Haut Conseil Islamique ;

Vu le décret exécutif n° 20-199 du 4 Dhou El Hidja 1441 correspondant au 25 juillet 2020 relatif aux commissions administratives paritaires, commissions de recours et des comités techniques dans les institutions et administrations publiques ;

Vu la décision du 17 Safar 1445 correspondant au 3 septembre 2023 portant constitution d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Haut Conseil Islamique ;

Après avis favorable de la direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative ;

Décide :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 78 et 80 du décret exécutif n° 20-199 du 4 Dhou El Hidja 1441 correspondant au 25 juillet 2020 susvisé, il est constitué un comité technique au sein du Haut Conseil Islamique, chargé des questions relatives aux conditions générales de travail ainsi qu'à l'hygiène et à la sécurité au sein de l'institution et composé conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES FONCTIONNAIRES	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
2	1	2	1

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie Ethani 1445 correspondant au 5 novembre 2023.

Bouabdellah GHLAMALLAH.

-----★-----

Décision du 24 Rabie Ethani 1445 correspondant au 8 novembre 2023 fixant la composition du comité technique du Haut Conseil Islamique.

Par décision du 24 Rabie Ethani 1445 correspondant au 8 novembre 2023, la composition du comité technique du Haut Conseil Islamique, est fixée conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES FONCTIONNAIRES	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
M'Hamed Henni Tahar Abdelhakim Turki	Assia Adjabi	Lotfi Sendjak Smail Nekiche	Abdellah Ghaib

Le comité technique est présidé par M. M'Hamed Henni, directeur des ressources humaines et des moyens.